

Certaines des personnes que je connais choisissent d'ignorer ces questions. Pourquoi, demandent-elles, devrais-je me soucier de convaincre les gens qui ne partagent pas mes principes épistémiques, qui ne comprennent pas le fait évident que la science est toujours la meilleure méthode pour décider de ce qui est sur des questions comme l'origine de la vie sur cette planète? Puisque ce sont nos principes épistémiques qui nous disent ce qu'il est rationnel de croire, toute personne qui doute de mes principes épistémiques fondamentaux m'apparaîtra comme une personne qui doute des règles de la rationalité. Pourquoi devrais-je alors me soucier de ce qu'elle pense? Ce n'est pas comme si elle était en mesure de reconnaître les (bonnes) raisons que je pourrais avancer; et, à l'inverse, ses « raisons » ne seront pas, pour moi, légitimes¹.

Mais qu'est-ce qui compte comme « légitime »? Voilà le hic. Les désaccords sur les principes épistémiques sont des désaccords sur les méthodes et les sources auxquelles faire confiance, c'est-à-dire sur ce qu'il est rationnel de croire. Et c'est là que nous rencontrons un problème, car nous ne pouvons pas décider de ce qui constitue une raison légitime de douter de mes méthodes à moins d'avoir déjà décidé des méthodes auxquelles faire confiance, ce qui est justement en débat. Le problème que soulève le scepticisme à l'égard de la raison n'est pas

1. C'est ce que le philosophe Paul Boghossian semble suggérer quand il écrit : « [l'affirmation selon laquelle] nous ne pouvons pas espérer justifier nos principes en utilisant ces principes eux-mêmes n'est pas vraie en général; elle n'est vraie que dans le cas, certes important mais spécifique, où nous en venons à douter légitimement de la correction de nos propres principes ».

de savoir si j'ai, d'après mes propres principes, de solides raisons en leur faveur. J'en ai certainement. Le problème est de savoir si je peux les défendre de façon plus objective. Autrement dit, si je peux avancer des raisons en leur faveur qui puissent être appréciées « d'un point de vue commun », au sens de Hume, c'est-à-dire si je peux avancer des raisons capables « de mouvoir un principe universel en l'homme et de faire vibrer une corde avec laquelle tous les hommes sont en accord et en harmonie² ».

Je pense qu'il est dangereux d'ignorer ce problème de savoir comment défendre nos principes épistémiques d'un point de vue commun. Je ne veux pas dire par là que nous devrions disposer d'une liste de points clés visant à convaincre les gens d'utiliser la raison scientifique dans la discussion publique. Ce serait une perte de temps. Mon idée n'est pas non plus qu'il est politiquement stupide, dans une société démocratique, d'écarter les points de vue d'autres personnes. (Bien que ce le soit : vous n'aidez pas le point de vue que vous défendez en affichant une indifférence hautaine vis-à-vis de ceux des autres.) Elle est que la défense de certains de nos principes épistémiques, notre foi en la raison, est exigée par certains de nos autres principes. L'idée de Hume, qui fait référence à ce qu'il appelle également parfois le « principe d'humanité », est que l'idéal de civilité exige que nous trouvions un terrain commun avec les individus avec qui nous devons discuter de questions pratiques. Des philosophes plus proches de nous, comme John Rawls et Jürgen Habermas, ont vu cet idéal comme un élément clé du bon fonctionnement d'une démocratie libérale. Dans

cette perspective, les démocraties n'organisent pas simplement une lutte pour le pouvoir entre des intérêts concurrents et la politique démocratique n'est pas la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Les démocraties sont, ou devraient être, des espaces de raisons. Pour utiliser les mots du philosophe Joshua Cohen, une démocratie est une association dont la justification « s'opère dans l'argumentation et le raisonnement publics entre des citoyens égaux »¹. Les démocraties sont, de façon essentielle, conçues pour permettre la délibération publique impliquant l'échange de raisons – raisons qui peuvent être reconnues d'après des standards autres que les vôtres². Comme le philosophe Jean Hampton l'a écrit : « Peu importe ce qu'est votre religion, ce que sont vos croyances morales ou vos engagements métaphysiques ; si nous devons travailler ensemble dans un système de coopération, nous devons avoir une "monnaie commune" pour débattre et régler nos différends, sinon notre société tombera en ruines³. »

Une des raisons pour lesquelles nous devons prendre au sérieux le projet de défendre nos principes épistémiques est donc que l'idéal de civilité l'exige. Mais il y a aussi une autre raison, encore plus profonde. Nous devons justifier nos principes épistémiques d'un point de vue commun car nous avons besoin de partager des principes épistémiques afin, justement, d'avoir un point de vue commun. Sans un fond commun de standards d'après lesquels évaluer si telle ou telle source d'information ou méthode d'enquête est fiable ou non, nous ne serons pas en mesure de nous accorder sur les faits (sans parler des valeurs). Et c'est précisément la situation vers laquelle nous

semblons nous diriger aux États-Unis. Nous vivons isolés dans des bulles d'information séparées, provenant de sources qui ne font que renforcer nos préjugés et ne remettent jamais en question nos présuppositions de base. Il n'est dès lors pas étonnant que nous échouions à parvenir à un accord sur l'histoire et la structure physique du monde lui-même, comme l'illustre le cas du Conseil de l'éducation du Texas. Et plus généralement que l'action commune soit grippée. Lorsque vous ne pouvez pas tomber d'accord sur des principes de rationalité et de démonstration de quoi que ce soit, vous ne pouvez pas tomber d'accord sur les faits. Et si vous ne pouvez pas tomber d'accord sur les faits, vous pouvez difficilement tomber d'accord sur quoi faire face à eux.

Pour le dire simplement, nous avons besoin d'une monnaie épistémique commune parce que nous avons souvent à décider conjointement de ce qu'il faut faire face à un désaccord⁴. Dans une société démocratique, nous pouvons parfois y parvenir par le vote. Mais nous ne pouvons pas décider de toutes les questions de cette façon, et nous ne pouvons certainement pas décider par le vote de nos principes épistémiques, c'est-à-dire de la question de savoir quelles méthodes et quelles sources sont, rationnellement, réellement dignes

1. Une défense récente et importante, quoique différente de la mienne, de l'idée qu'il existe des principes épistémiques communs a été avancée par Robert Talisse. Talisse soutient que nous avons bien, de fait, certains principes épistémologiques communs usuels auxquels nous pouvons recourir dans des désaccords politiques¹¹. Pour ma part, je pense que nous devons avoir de tels principes en commun. Le chapitre 5 expose en bonne et due forme l'argument qui soutient cette idée.